Séance ordinaire du 4 octobre 2022

Province de Québec
MRC de D'Autray
Municipalité de Saint-Barthélemy

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Barthélemy tenue le mardi 4 octobre 2022 à 20 h 00 à la salle du conseil située au 1980, rue Bonin, à Saint-Barthélemy.

À laquelle sont présents les membres du conseil :
Monsieur Robert Sylvestre, maire
Monsieur Jean-Pierre Morin, conseiller au siège # 1
Monsieur Sylvain Labranche, conseiller au siège # 2
Monsieur François Bertrand, conseiller au siège # 3
Madame Anna Adam, conseillère au siège # 4
Monsieur François Bérard, conseiller au siège # 5
Monsieur Claude Jean, conseiller au siège # 6

1. Ouverture

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 20 heures sous la présidence de monsieur Robert Sylvestre, maire. Madame Julie Maurice, directrice générale et greffière-trésorière est présente et agit à titre de greffière de la séance.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

2022-10-169

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de monsieur le conseiller François Bérard et résolu :

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté :

- 1 : OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2 : LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3 : ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
- 4 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
  - 4.1 Dépôt – Liste des correspondances
  - 4.2 Achat – Système de caméras de surveillance
  - 4.3 Comité – Accès à l'information et la protection des renseignements personnels
  - 4.4 100^e anniversaire du Journal L'Action D'Autray
- 5 : FINANCES**
  - 5.1 Adoption des comptes
  - 5.2 Dépôt – Rapport financier des états comparatifs avec prévisions
- 6 : SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 7 : TRANSPORT & VOIRIE**
  - 7.1 Dépôt – Rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2022;
  - 7.2 Mandat – Lignage des rues
  - 7.3 Embauche – Employé surnuméraire aux travaux publics
  - 7.4 Achat – machine à souder
- 8 : HYGIÈNE DU MILIEU & ENVIRONNEMENT**
  - 8.1 Appui – Acériculture dans les forêts publiques
- 9 : SANTÉ & BIEN-ÊTRE**
- 10 : AMÉNAGEMENT & URBANISME**
  - 10.1 Dépôt – Rapport des permis émis au mois de septembre 2022
  - 10.2 Dérogation mineure – Lot n° 5 120 937
- 11 : LOISIRS & CULTURE**
  - 11.1 Dépôt – Rapport d'activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2022
- 12 : DIVERS**
- 13 : PERIODE DE QUESTIONS**
- 14 : LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

2022-10-170

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Labranche, appuyé de monsieur le conseiller François Bertrand et résolu :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 6 septembre 2022 et soit adopté tel que présenté.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

4.1 Dépôt – Liste des correspondances

La directrice générale a remis, pour information, une liste des correspondances reçues à la Municipalité de Saint-Barthélemy au cours du mois de septembre 2022.

4.2 Achat – Système de caméras de surveillance

ATTENDU QUE nous avons connu plusieurs événements d'acte de vandalisme dans le chalet des loisirs et à la roulotte de la patinoire;

ATTENDU QU' une recrudescence de délits et de délinquance a été observé sur notre territoire;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bertrand, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil accorde un budget d'un maximum de 2 000 \$ (avant taxes nettes) pour l'achat de caméras de surveillance pour nos installations du centre communautaire, du garage municipal et du terrain des loisirs;

QUE ce conseil autorise la mise en service d'une connexion internet avec wi-fi gratuit au chalet des loisirs afin d'y branché le système de caméras de surveillance;

QUE ce conseil autorise l'achat et l'installation d'une sonnette pour la porte extérieure du sous-sol donnant accès aux locaux de la Clef familiale et de la COOP Santé.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

2022-10-171

4.3 Comité – Accès à l'information et la protection des renseignements personnels

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Barthélemy est un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (c. A-2.1) (ci-après appelée la « Loi sur l'accès »);

CONSIDÉRANT QUE les modifications apportées à la Loi sur l'accès par la Loi modernisent les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, c. 25);

CONSIDÉRANT QUE l'article 8.1 a été ajouté à la Loi sur l'accès, lequel est entré en vigueur le 22 septembre 2022, obligeant les organismes publics à mettre en place un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, lequel sera chargé de soutenir l'organisme dans l'exercice de ses responsabilités et dans l'exécution de ses obligations en vertu de la Loi sur l'accès;

CONSIDÉRANT QU' il est possible qu'un règlement du gouvernement vienne exempter tout ou partie des organismes publics de former ce comité ou modifier les obligations d'un organisme en fonction de critères qu'il définit;

CONSIDÉRANT QU' à ce jour, un tel règlement n'a pas été édicté, de telle sorte que la Municipalité de Saint-Barthélemy doit constituer un tel comité;

2022-10-172

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean appuyé de monsieur le conseiller Jean-Pierre Morin et résolu :

QUE soit formé un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels conformément à l'article 8.1 de la *Loi sur l'accès*;

QUE ce comité soit composé des personnes qui occupent les fonctions suivantes au sein de la Municipalité de Saint-Barthélemy :

- du responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels (la directrice générale);
- de la technicienne en comptabilité qui est également responsable de la gestion documentaire.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

4.4 100^e anniversaire du Journal L'Action D'Autray

ATTENDU QUE le journal L'Action d'Autray soulignera, dans son édition du 26 octobre prochain, son 100^e anniversaire;

ATTENDU QUE la Municipalité désire soutenir et appuyer le principal média local;

EN CONSÉQUENCE,

2022-10-173

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Labranche appuyé de monsieur le conseiller Jean-Pierre Morin et résolu :

QUE soit réservé un espace publicitaire dans l'édition du 100^e anniversaire du journal L'Action d'Autray au coût de 390\$ pour 1/8 de page tel que proposé dans la description des tarifs et des formats créés pour ce cahier spécial.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

5. FINANCES

5.1 Adoption des comptes

2022-10-174

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller François Bérard et résolu :

QUE le conseil accepte le paiement des dépenses de fonctionnement et d'investissement identifiées à la liste des chèques émis totalisant un montant de 180 311,41 \$. De plus, le conseil accepte le paiement des salaires du mois de septembre 2022 représentant la somme de 55 798,37 \$.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

5.2 Dépôt – Rapport financier des états comparatifs avec prévisions

ATTENDU QUE selon l'article 176.4 du Code municipal, la directrice générale et greffière-trésorière doit déposer des états financiers comparatifs à chaque semestre ;

2022-10-175

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil accepte le dépôt et prend connaissance de l'état financier comparatif au 30 septembre 2022 déposé par la directrice générale et greffière-trésorier et faisant partie intégrante du procès-verbal.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

6. SÉCURITÉ PUBLIQUE

7. TRANSPORT & VOIRIE

7.1 Dépôt – Rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2022

La directrice générale a remis, pour information, le rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2022.

7.2 Mandat – Lignage des rues

2022-10-176

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil entérine le contrat pour les travaux de marquage de la chaussée à Marquage Traçage Québec au montant de 0,325 \$ du mètre linéaire (plus les taxes applicables) selon la soumission n°2465 datée du 19 septembre 2022 pour un estimé de 45 000 mètres selon les plans.

QUE la directrice générale et greffière-trésorière soit autorisée à faire le paiement à même le budget de fonctionnement.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

7.3 Embauche - Employé surnuméraire aux travaux publics

2022-10-177

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bertrand, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE le conseil municipal accepte l'embauche de monsieur Pascal Brochu pour occuper le poste de journalier-opérateur surnuméraire au service des travaux publics aux conditions de travail énumérées dans la convention collective présentement en vigueur.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

7.4 Achat – Machine à souder

2022-10-178

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de monsieur le conseiller Jean-Pierre Morin et résolu :

QUE ce conseil entérine l'achat d'une machine à souder en remplacement de l'ancienne qui n'est plus fonctionnelle au montant de 1891,23 \$ plus les taxes applicables à la firme Messer, le tout tel que décrit à la commande n°256166887.

QUE le conseil autorise la directrice générale et greffière-trésorière à faire le paiement à même le budget de fonctionnement.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

8. HYGIÈNE DU MILIEU & ENVIRONNEMENT

8.1 Appui – Acériculture dans les forêts publiques

ATTENDU QUE l'acériculture est une activité importante qui contribue à l'essor économique à la vitalité des municipalités et des MRC en région acéricole, notamment par ses 13 300 producteurs et productrices regroupés au sein de 8 000 entreprises;

ATTENDU QUE le Québec est un leader mondial de la production de sirop d'érable représentant 71 % de l'ensemble de la production;

ATTENDU QUE les exportations des produits de l'érable sont en forte hausse ces dernières années, dont 21 % en 2020 et 22 % en 2021;

ATTENDU QUE les produits de l'érable faits au Québec sont exportés dans 71 pays;

- ATTENDU QUE** la production de sirop d'érable du Québec a atteint un nouveau sommet avec une production de 211 millions de livres en 2022;
- ATTENDU QUE** cette production record engendrera pour la période 12 582 emplois équivalents temps plein, contribuera à hauteur de 1,133 milliard de dollars au produit intérieur brut (PIB) et des revenus en taxes et impôts de 142,87 millions de dollars au Québec et dans le reste du Canada;
- ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec doit maximiser les bénéfices économiques et sociaux des ressources naturelles appartenant à tous les Québécois et toutes les Québécoises;
- ATTENDU QUE** les bienfaits écologiques des superficies d'érablière actuellement en production acéricole sont évalués à 1,62 milliard de dollars par année;
- ATTENDU QUE** pour le même 100 hectares d'une érablière en forêt publique, les retombées économiques de la production et la transformation de sirop d'érable sont de 40 à 75 % supérieurs à la récolte et la transformation de feuillus durs;
- ATTENDU QUE** l'acériculture est une activité durable qui permet la cohabitation des usages en forêt publique et la préservation de la faune et de la flore;
- ATTENDU QUE** le sirop d'érable fait partie de l'identité culturelle et gastronomique québécoise et que le gouvernement du Québec a désigné les traditions du temps des sucres comme élément du patrimoine immatériel du Québec;
- ATTENDU QUE** le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a présenté le 26 mai 2022 son Plan directeur ministériel pour le développement de l'acériculture en forêt publique (Plan directeur) qui a pour objectif d'encadrer, de manière cohérente à l'échelle provinciale, le développement de l'acériculture en forêt publique;
- ATTENDU QUE** le Plan directeur a fait l'objet de consultations publiques jusqu'au 26 juillet 2022;
- ATTENDU QUE** le MFFP et les Producteurs et productrices acéricoles du Québec (PPAQ) sont présentement en négociations sur le développement de l'acériculture en forêt publique;
- ATTENDU QUE** les PPAQ estiment qu'il faudra l'ajout de 36 millions d'entailles supplémentaires en forêt publique d'ici 2080, ce qui représente 200 000 hectares de forêt publique, pour assurer le futur à court, moyen et long terme de l'acériculture au Québec;
- ATTENDU QU'** il est nécessaire de protéger le potentiel acéricole et les érables du Québec pour assurer le développement de l'industrie acéricole.

EN CONSÉQUENCE,

2022-10-179

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

- QUE** ce conseil reconnaît l'importante contribution économique, sociale et environnementale de l'acériculture pour les régions du Québec;
- QUE** ce conseil appuie les PPAQ dans leurs représentations auprès du MFFP afin qu'il favorise les différents usages en forêt publique dans une vision à long terme qui concilie les intérêts de la sylviculture avec l'acériculture en assurant la sauvegarde du potentiel acéricole nécessaire à la croissance de l'industrie de l'érable, et ce dans une perspective de conservation du patrimoine forestier québécois.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

9. SANTÉ & BIEN-ÊTRE

10. AMÉNAGEMENT & URBANISME

10.1 Dépôt – Rapport des permis émis lors du mois de septembre 2022

La directrice générale a remis, pour information, le rapport des permis émis au mois de septembre 2022.

10.2 Dérogation mineure – Lot n°5 120 937

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure vise à permettre l'implantation d'un bâtiment accessoire 5,5 mètres à l'intérieur de la marge arrière à de la propriété du 970, chemin du Tour-du-Lac située sur le lot 5 120 937.

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle cause un préjudice sérieux au demandeur, qui ne peut insérer son garage nulle part ailleurs sans occasionner des problèmes plus graves tant au niveau du paysage qu'au niveau de la protection du lac. La configuration des lots est complexe et le dénivelé ne permet pas de le faire adéquatement du côté du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure ne viendra pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété. Le garage étant situé dans le bas de la côte, celui-ci ne nuira pas à la vue sur le lac;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure n'aura pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure ne portera pas atteinte au bien-être général;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure a un caractère mineur (diminution de 2 mètres de la marge de recul sur une rue en cul-de-sac);

CONSIDÉRANT QUE la dérogation vise des travaux qui font l'objet d'une demande de permis;

CONSIDÉRANT QU' en conformité avec les prescriptions du règlement de dérogations mineures, cette demande a fait l'objet d'une publication aux endroits désignés par le conseil en date du 15 septembre 2022 ainsi que le site internet de la municipalité à pareille date;

CONSIDÉRANT le CCU, lors de leur réunion tenue le 21 septembre 2022, recommande au conseil d'accepter la dérogation mineure;

EN CONSÉQUENCE,

2022-10-180

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bertrand, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil autorise la demande de dérogation mineure visant la propriété située au 970, chemin du Tour-du-Lac et correspondant au lot 5 120 937 et autorise une marge arrière de 5,5 mètres pour le bâtiment accessoire.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

11. LOISIRS & CULTURE

11.1 Dépôt – Rapport d’activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2022

La directrice générale a remis, pour information, le rapport d’activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2022.

12. DIVERS

13. PÉRIODE DE QUESTIONS

Début : 20 h 17

Fin : 20 h 30

14. Levée de l’assemblée

2022-10-181

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE cette assemblée soit levée à 20 h 30

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l’unanimité

_____
Robert Sylvestre
Maire

_____
Julie Maurice
Directrice générale et greffière-trésorière

Je, Robert Sylvestre, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu’il contient au sens de l’article 142 (2) du Code municipal.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Albert Désilets : Combien coûte l'asphaltage sur la montée ouest?
À quand la pierre dans la montée des Laurentides?

M. Croisetière : La pierre quelle est-elle?

Albert Désilets : La machine à souder, elle n'était pas très âgée?
Le surnuméraire est-il de Saint-Barthélemy?

Céline Bélanger : La sonnette se doit d'être entendue dans les 2 locaux Clef et Coop Santé.